

Service Prévention des Risques
Unité Contrôle Industriel et Minier
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 07/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KEM ONE

Saint-Auban
04600 Château-Arnoux-Saint-Auban

Références : SPR/PDS/1004/2024
Code AIOT : 0006410873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2024 dans l'établissement KEM ONE implanté Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban. L'inspection a été annoncée le 07/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KEM ONE
- Usine de Saint-Auban 04160 Château-Arnoux-Saint-Auban
- Code AIOT : 0006410873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'activité principale de l'établissement Kem One à Saint-Auban est la production de poudre de polychlorure de vinyle (PVC) par le procédé MSP (Microsuspension). Cette poudre de PVC est utilisée dans la fabrication du PVC émulsion, produit à forte valeur ajoutée, dédié à la fabrication de revêtements de sols et muraux, de cuirs synthétiques, de mastics pour l'automobile et le bâtiment, de jouets, de gants, etc.

L'unité MSP a une capacité de fabrication autorisée de 75 000 t/an.

Le site comprend également :

- des installations de stockage de matières premières et de produits finis,
- un atelier de conditionnement,
- une unité de production d'eau déminéralisée,
- une installation de prétraitement des effluents aqueux,
- un laboratoire d'application plastique.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
11	Interventions	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26	Demande d'action corrective	Prochaine RP
12	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accessoires de sécurité des ACAFR	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Sans objet
3	Chômage des installations	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4	Sans objet
4	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Sans objet
5	Contenu d'une inspection périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16	Sans objet
6	Contenu d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 19 et 20	Sans objet
7	Dossiers des équipements partie exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
8	Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	partie fabrication		
9	Fréquence d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Sans objet
10	Fréquence des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Sans objet
13	Réalisation d'une inspection périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
14	Réalisation d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 23 et 24	Sans objet
15	Résultat d'une requalification périodique et non conformité avec ou sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 12 juillet 2024 trois constats ont été établis. Il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments de réponse sur les suites données à ces remarques ou points d'attention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'installation
Prescription contrôlée : Article 3 I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...] V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent. La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables. Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger. Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
Constats : Équipement contrôlé : réacteur FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230 - 040062) de 1988 (PS 16 bars - volume 100 000 litres). Lors de la requalification de l'équipement susmentionné, par l'organisme APAVE le 17/10/2023 (attestation n° 401223) la soupape de sécurité SARAZIN n° 3SV6230 a fait l'objet d'un retarage par la société Robinetterie Service. Le procès-verbal de retarage en date du 02/10/2023 indique que lors des 2 contrôles de la pression d'ouverture (PD) avant retarage, une dérive a été relevée : <ul style="list-style-type: none">• 1^{er} essai PD = 18 bars,• 2^{ème} essai PD = 17,6 bars. En application de l'article 15 de l'arrêté ministériel, l'inspection périodique, qui comprend la vérification des accessoires de sécurité, a lieu aussi souvent que nécessaire. Risque identifié : dérive de la pression de tarage de la soupape de sécurité au-delà de la limite de 10 % de la pression maximale admissible.
Demande à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que la périodicité de contrôle des soupapes a lieu aussi souvent que nécessaire pour prévenir une dérive au-delà de la limite de 10 % de la pression maximale admissible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Accessoires de sécurité des ACAFR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'installation
Prescription contrôlée : Article 3 III. - Les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide sont équipés de dispositifs de sécurité qui interdisent : - leur mise sous pression si la partie amovible est mal assujettie ; - l'ouverture des parties amovibles tant que subsiste de la pression à l'intérieur de l'équipement sous pression. Ces dispositifs sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire.
Constats : Équipement : ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère K6230) de 1988 (PS 16 bars - volume 100 000 litres) Lors des dernières inspections périodiques (15/10/2021 par l'organisme habilité APAVE) et requalification périodique (17/10/2023 par l'organisme habilité APAVE) les dispositifs de sécurité ont été vérifiés. Les résultats sont satisfaisants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Chômage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 4 III. - En cas de chômage des installations, l'exploitant prend toutes les dispositions de conservation nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de celui-ci, conformément à un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Sous réserve du respect de ces dispositions, la période de chômage n'est pas prise en compte pour déterminer les échéances des opérations de contrôle. Dans le cas contraire, la remise en service est subordonnée au résultat favorable d'une inspection périodique si son échéance est dépassée, ou d'une requalification périodique si son échéance est dépassée.
Constats : L'exploitant nous a déclaré ne pas avoir d'équipement au chômage, car il n'applique pas le guide définissant les dispositions techniques à mettre en œuvre pour la mise en chômage d'un équipement soumis au suivi en service GCE 2021-01 rév. 0 - Version du 3/12/2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 5 I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.
Constats : Mme Florence Berteloot, inspectrice du site de Kem One Saint-Auban a été désignée par le directeur M. Philippe BELIN en date du 04/09/23 comme personne compétente pour surveiller les équipements soumis à l'arrêté du 20/11/2017.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contenu d'une inspection périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 16 I. - L'inspection périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3. II. - L'inspection périodique comprend : <ul style="list-style-type: none">- une vérification extérieure ;- une vérification intérieure dans le cas :<ul style="list-style-type: none">- des générateurs de vapeur ;- des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique. D'autres dispenses de vérification intérieure pour des équipements maintenus sous atmosphère de butane ou propane commercial ou d'autres gaz sont possibles dans le respect des dispositions de l'annexe 1 ou des décisions qui y sont référencées. [...]- une vérification des accessoires de sécurité ;- et des investigations complémentaires, autant que de besoin. <ul style="list-style-type: none">- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, l'inspection périodique inclut également la vérification :<ul style="list-style-type: none">- de l'état et du fonctionnement des dispositifs de sécurité mentionnés au III de l'article 3 ;- de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté ;- pour les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, l'inspection périodique inclut également la vérification :<ul style="list-style-type: none">- de l'état et du fonctionnement des dispositifs de régulation mentionnés au II de l'article 3 ;- de l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ;- de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté. <p>Elle porte sur toutes les parties visibles après mise à nu et démontage de tous les éléments amovibles. Cependant, pour les équipements sous pression revêtus intérieurement et/ou extérieurement ou munis d'un garnissage intérieur, un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle, précise les modalités de réalisation d'une inspection périodique.</p> <p>III. - L'inspection périodique est conduite en tenant compte :<ul style="list-style-type: none">- de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement ;- si elle est exigible, des indications figurant dans la notice d'instructions prévue par les directives européennes applicables à la conception et la fabrication ;- du contenu du dossier d'exploitation prévu à l'article 6 du présent arrêté.</p>
Constats : Équipements contrôlés : <ul style="list-style-type: none">• ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230) de 1988 (PS 16 bars et volume 100 000 litres),• Récipient Autoclave CAFL n° 1360 (repère 3K2220) de 1959 (PS 15 bars TS 95°C volume de 28 650 litres),• Réservoir constitué d'un dôme SFAC n°3293 de 1961 et d'une cuve SFAC n° 3289 de 1960 PS 14,7 bars et volume de 25 000 litres. <p>Il n'a pas été constaté de défaut dans les contenus des attestations des inspections périodiques de ces équipements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 19 et 20
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 19 I. - La requalification périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3 II. - La requalification périodique d'un équipement comprend, dans cet ordre, sauf dispositions contraires dans un cahier technique professionnel ou dans les décisions mentionnées aux annexes 1 et 3 : - une vérification de l'existence et de l'exactitude des documents prévus à l'article 6 ; - une inspection ; - une épreuve hydraulique ; - la vérification des accessoires et dispositifs mentionnés au I du présent article. Les accessoires de sécurité sont vérifiés selon les modalités fixées à l'article 22. Toutefois, sont dispensés d'épreuve hydraulique les équipements néo-soumis, les tuyauteries et leurs accessoires de sécurité et accessoires sous pression ainsi que les récipients contenant des fluides autres que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée dont la pression maximale admissible est au plus égale à 4 bar. Dans le cas des tuyauteries, l'inspection peut être limitée à un examen visuel de zones particulières identifiées dans le programme de contrôle défini au III de l'article 15 du présent arrêté, sous réserve que ce dernier, éventuellement complété par d'autres vérifications, ait été approuvé par l'organisme habilité cité à l'article 34 du présent arrêté. Article 20 L'inspection de requalification périodique est réalisée dans les conditions de l'inspection périodique mentionnées aux articles 16 et 17. Elle tient lieu d'inspection périodique.
Constats : Équipements contrôlés : <ul style="list-style-type: none">• ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230) de 1988 (PS 16 bars et volume 100 000 litres)• Récipient Autoclave CAFL n° 1360 (repère 3K2220) de 1959 (PS 15 bars TS 95°C volume de 28 650 litres),• Réservoir constitué d'un dôme SFAC n°3293 de 1961 et d'une cuve SFAC n° 3289 de 1960, PS 14,7 bars et volume de 25 000 litres. Il n'a pas été constaté de défaut dans les contenus des attestations des requalifications périodiques de ces équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dossiers des équipements partie exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. [...] Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : <ul style="list-style-type: none">- pour tous les équipements :- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis. II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.
Constats : Équipements contrôlés : <ul style="list-style-type: none">• ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230) de 1988 (PS 16 bars et volume 100 000 litres)• Récipient Autoclave CAFL n° 1360 (repère 3K2220) de 1959 (PS 15 bars TS 95°C volume de 28 650 litres)• Réservoir constitué d'un dôme SFAC n°3293 de 1961 et d'une cuve SFAC n° 3289 de 1960 PS 14,7 bars et volume de 25 000 litres. Il n'a pas été constaté de défaut dans le contenu des dossiers d'exploitation de ces équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dossiers des équipements partie fabrication

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : <ul style="list-style-type: none">- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. [...] II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.
Constats : Équipements contrôlés : <ul style="list-style-type: none">• ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230) de 1988 (PS 16 bars et volume 100 000 litres),• Récipient Autoclave CAFL n° 1360 (repère 3K2220) de 1959 (PS 15 bars TS 95°C volume de 28650 litres),• Réservoir constitué d'un dôme SFAC n°3293 de 1961 et d'une cuve SFAC n° 3289 de 1960 PS 14,7 bars et volume de 25 000 litres. Il n'a pas été constaté de défaut dans le contenu des dossiers d'exploitation (partie fabrication) de ces équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Fréquence d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 18 I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique. II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.
Constats : Équipements contrôlés : <ul style="list-style-type: none">• ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230) de 1988 (PS 16 bars et volume 100 000 litres),• Récipient Autoclave CAFL n° 1360 (repère 3K2220) de 1959 (PS 15 bars TS 95°C volume de 28650 litres),• Réservoir constitué d'un dôme SFAC n°3293 de 1961 et d'une cuve SFAC n° 3289 de 1960 PS 14,7 bars et volume de 25 000 litres. Il n'a pas été constaté de défaut en ce qui concerne les fréquences des requalifications périodiques de ces équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Fréquence des inspections périodiques sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 15 I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : -1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; -2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus. II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage. III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...] Constats : Équipements contrôlés : <ul style="list-style-type: none">• ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230) de 1988 (PS 16 bars et volume 100 000 litres),• Récipient Autoclave CAFL n° 1360 (repère 3K2220) de 1959 (PS 15 bars TS 95°C volume de 28650 litres),• Réservoir constitué d'un dôme SFAC n°3293 de 1961 et d'une cuve SFAC n° 3289 de 1960 PS 14,7 bars et volume de 25 000 litres. Il n'a pas été constaté de défaut en ce qui concerne les fréquences des inspections périodiques de ces équipements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Interventions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2024, Interventions
Prescription contrôlée : Article 26 Au cours de son exploitation, un équipement peut faire l'objet d'interventions. Il peut s'agir de réparations ou de modifications. Une intervention peut être importante, notable ou non notable. Les critères permettant de classer les interventions sont précisés dans un guide professionnel approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle, après avis de l'Autorité de sûreté nucléaire pour les équipements sous pression implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base (INB), publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle.
Constats : Équipement contrôlé : le réservoir constitué d'un dôme SFAC n°3293 de 1961 et d'une cuve SFAC n° 3289 de 1960 PS 14,7 bars et volume de 25 000 litres a été modifié en 1998. Point d'attention : La modification a consisté à remplacer le dôme de la cuve SFAC n° 3289 par celle de l'équipement SFAC n°3293 de 1961. Le dossier de modification a été soumis à l'avis de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement qui a fait réaliser, au terme de l'instruction de ce dossier de modification, une épreuve le 8 janvier 1998 (certificat en date du 7 mai 1998). L'exploitant dispose de deux dossiers d'exploitation du dôme SFAC n°3293 de 1961 et de la cuve SFAC n° 3289 car leurs marquages respectifs ont été conservés. Or, dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 et du guide GRME 2019-01 rev 0 - Version 0 du 6 décembre 2019, le dôme devrait être considéré comme un composant de l'équipement sous pression SFAC n° 3289 de 1960 et ne plus avoir de marquage dissocié de celui de la cuve SFAC n° 3289 de 1960 ni de dossier d'exploitation.
Demande à l'exploitant à la suite du constat : Sous réserve de l'applicabilité du guide GRME 2019-01 précité, il conviendrait d'étudier avec un organisme habilité, lors d'une prochaine requalification périodique, la faisabilité d'une intervention permettant de considérer le dôme SFAC n°3293 de 1961 comme un composant de la cuve SFAC n° 3289 de 1960.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : lors de la prochaine requalification périodique

N° 12 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/2017 qui identifie des équipements au chômage. Exemple non exhaustif d'un équipement identifié au chômage : réservoir repère AFAU-PGHO-PARC_EQ 100487 Remarque 1 : Or, à l'issue des discussions avec l'exploitant, il apparaît qu'il n'y a pas d'équipement au chômage. Les équipements identifiés comme étant au chômage sont en fait à l'arrêt car l'exploitant n'applique pas les dispositions du guide APITI définissant les dispositions techniques à mettre en œuvre pour la mise en chômage d'un équipement soumis au suivi en service GCE 2021-01 rév. 0 - Version du 3/12/2021. <i>Risque identifié</i> : application non conforme des dispositions de l'article 4-III de l'arrêté du 20/11/2017 Remarque 2 : La liste identifie au niveau du type d'appareil des "autoclave fermeture rapide", dénommé "autoclave". Exemple non exhaustif : ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230) de 1988 (PS 16 bars et volume 100 000 litres). Or, au regard des définitions données par l'article R. 557-9-1 du code de l'environnement un "Appareil à Couvercle Amovible à Fermeture Rapide (ACAFR) est un générateur de vapeur ou un récipient comportant au moins un couvercle, un fond ou une porte amovible dont la fermeture ou l'ouverture est obtenue par une commande centralisée, sauf s'il s'agit de dispositif à fermeture autoclave". La nature des contrôles périodiques et leurs périodicités varient lorsqu'il s'agit d'un ACAFR ou d'un autoclave. <i>Risque identifié</i> : application non conforme des dispositions de l'arrêté du 20/11/2017.
Demande à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour la liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions de l'arrêté du 20/11/2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Réalisation d'une inspection périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 17 I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Équipements contrôlés : <ul style="list-style-type: none">• ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230) de 1988 (PS 16 bars et volume 100 000 litres),• Récipient Autoclave CAFL n° 1360 (repère 3K2220) de 1959 (PS 15 bars TS 95°C volume de 28650 litres),• Réservoir constitué d'un dôme SFAC n°3293 de 1961 et d'une cuve SFAC n° 3289 de 1960 PS 14,7 bars et volume de 25 000 litres. Il n'a pas été constaté d'écart vis-à-vis des dispositions de l'article 17.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Réalisation d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 23 et 24
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 23 Les opérations de requalification périodique sont effectuées sous la responsabilité d'un organisme habilité suivant les dispositions du I de l'article 34 du présent arrêté. L'organisme habilité peut reconnaître le personnel effectuant tout ou partie des opérations de contrôle dans des conditions fixées par décision du ministre chargé de la sécurité des équipements industriels. Les centres de regroupement dans lesquels sont effectués tout ou partie des opérations de la requalification périodique d'équipements sous pression fabriqués en série et qui disposent d'un système d'assurance de la qualité approprié peuvent effectuer lesdites opérations dans les conditions prévues par l'annexe 4 du présent arrêté. Hormis le cas des requalifications périodiques déléguées dans leur totalité aux centres de regroupement, l'organisme habilité est présent lors de l'épreuve. Lorsque le centre de regroupement effectue en totalité les opérations de requalifications, celui-ci appose la marque dite à " tête de cheval " et émet l'attestation de requalification périodique conformément aux dispositions des articles 24 et 25 du présent arrêté par délégation de l'organisme habilité. Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, le centre de regroupement en informe l'organisme habilité sans délai. Article 24 En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle. Lorsque la valeur de la pression d'épreuve de requalification est diminuée dans les conditions prévues par l'article 21, la nouvelle valeur, précédée de la lettre E, est portée au voisinage immédiat de la mention de celle relative à l'épreuve précédente.
Constats : Équipements contrôlés : <ul style="list-style-type: none">• ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230) de 1988 (PS 16 bars et volume 100 000 litres),• Récipient Autoclave CAFL n° 1360 (repère 3K2220) de 1959 (PS 15 bars TS 95°C volume de 28650 litres),• Réservoir constitué d'un dôme SFAC n°3293 de 1961 et d'une cuve SFAC n° 3289 de 1960 PS 14,7 bars et volume de 25 000 litres. Il n'a pas été constaté d'écart vis-à-vis des dispositions de l'article 23.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Résultat d'une requalification périodique et non conformité avec ou sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi avec ou sans plan d'inspection
Prescription contrôlée : Article 25 I.- L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.- Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.- Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.- Il est interdit : - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : Équipements contrôlés : <ul style="list-style-type: none">• ACAFR FRAMATOME n° 6547 (repère 3K6230) de 1988 (PS 16 bars et volume 100 000 litres),• Récipient Autoclave CAFL n° 1360 (repère 3K2220) de 1959 (PS 15 bars TS 95°C volume de 28650 litres),• Réservoir constitué d'un dôme SFAC n°3293 de 1961 et d'une cuve SFAC n° 3289 de 1960 PS 14,7 bars et volume de 25 000 litres. Il n'a pas été constaté d'écart vis-à-vis des dispositions de l'article 25.
Type de suites proposées : Sans suite